



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

### MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**AOO – 20250039001000**

**LOCATION DE BÂTIMENTS MODULAIRES À USAGE DE BLOCS  
OPÉRATOIRES, Y COMPRIS ÉTUDES, LIVRAISON, TRAVAUX  
AFFÉRENTS À LEUR INSTALLATION, MONTAGE, DÉMONTAGE  
ET ENLÈVEMENT, POUR LES BESOINS DU CENTRE  
HOSPITALIER DE VALENCIENNES**

---














Date et heure limites de réception des offres :

**12/05/2025 à 12:00**

**Etablissement support :**

**CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**  
Pôle Services – Cellule des marchés publics  
Avenue Désandrouin – B.P. 479  
59322 VALENCIENNES Cedex

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	AOO – 20250039001000 – Location de bâtiments modulaires à usage de blocs opératoires, y compris études, livraison, travaux afférents à leur installation, montage, démontage et enlèvement, pour les besoins du Centre hospitalier de Valenciennes
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert (AOO)
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Avec
	<b>Nombre de lots</b>	Marché unique
	<b>Délai de validité des offres</b>	6 mois
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Avec
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clause environnementale</b>	Sans
	<b>Durée globale prévisionnelle</b>	100 mois
	<b>Négociation</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type de contrat.....	4
1.5 - Décomposition de la consultation .....	5
1.6 - Nomenclature .....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	5
1.7 - Renouvellement.....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes.....	6
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	6
2.5 - Développement durable .....	6
3 - Conditions relatives au contrat .....	6
3.1 - Durée du contrat .....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
3.3 - Confidentialité .....	7
4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	7
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	8
5.1 - Documents à produire .....	8
5.2 - Visite sur site.....	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier .....	10
7 - Examen des candidatures et des offres.....	11
7.1 - Sélection des candidatures .....	11
7.2 - Attribution du marché .....	11
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	11
8 - Renseignements complémentaires .....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	12
8.2 - Procédures de recours .....	12

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

Le présent règlement de la consultation (RC) concerne la location de bâtiments modulaires, y compris études, livraison, travaux afférents à leur installation, démontage et enlèvement, pour les besoins du Centre hospitalier de Valenciennes.

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES	Avenue Désandrouin 59322 VALENCIENNES Cedex
------------------------------------	------------------------------------------------

Le contexte général de l'opération ainsi que la description des tâches à réaliser et leurs spécifications techniques sont définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## 1.3 - Type de contrat

Au sens de l'article L. 1111-3 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché de fournitures ayant pour objet la location de bâtiments modulaires et comprenant, à titre accessoire, des travaux de pose et d'installation.

## 1.4 - Tranches

Le présent marché comporte plusieurs tranches, en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique :

Tranches	Désignation
Tranche ferme (TF)	- Etudes, livraison, travaux afférents à l'installation des bâtiments modulaires, montage, démontage et enlèvement. - Location des bâtiments modulaires pour une durée de 72 mois. - Garantie pour une durée de 72 mois.
Tranche optionnelle n°1 (TO1)	- Location des bâtiments modulaires pour une durée supplémentaire de 12 mois. - Garantie pour une durée supplémentaire de 12 mois.
Tranche optionnelle n°2 (TO2)	- Location des bâtiments modulaires pour une durée supplémentaire de 12 mois. - Garantie pour une durée supplémentaire de 12 mois.

L'acte d'engagement (AE) fixe la durée de chaque tranche.

Ces délais partent, pour la tranche ferme et pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme.

Il est indiqué ci-dessous :

Tranches	Délai limite de notification
Tranche optionnelle n°1 (TO1)	3 mois
Tranche optionnelle n°2 (TO2)	3 mois

### **1.5 - Décomposition de la consultation**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour des raisons tant techniques qu'opérationnelles. En effet, le présent marché comprend à la fois la fourniture de bâtiments modulaires et des travaux nécessaires à leur mise en œuvre. Une gestion différenciée de plusieurs titulaires poserait des problèmes de synthèse, de gestion de réservations et raccordements ainsi que de limite de prestations et de responsabilité.

### **1.6 - Nomenclature**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Objet principal	Description
44211100	Bâtiments modulaires préfabriqués – Location

Objet secondaire	Description
45223800	Assemblage et montage de structures préfabriquées

### **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

### **1.7 - Renouvellement**

Sans objet.

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - Forme juridique du groupement**

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

## **2.3 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Les candidats peuvent faire une proposition pour les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) facultatives suivantes :

Code	Libellé	Description
01	PSE1	Habillage extérieur – Façade enduit
02	PSE2	Habillage extérieur – Façade bois
03	PSE3	Habillage extérieur – Façade métal

## **2.5 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP). Le cas échéant, une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière.

# **3 - Conditions relatives au contrat**

## **3.1 - Durée du contrat**

Le présent marché prendra effet à compter de sa date de notification et perdurera jusqu'à l'enlèvement des bâtiments modulaires.

Calendrier prévisionnel :

- Lancement de la consultation : 11/04/2025 ;
- Visite sur site obligatoire : 29/04/2025 à 12:00 ;
- Date limite de réception des offres : 12/05/2025 à 12:00 ;
- Phase d'analyse et d'attribution : Entre le 13/05/2025 et le 30/05/2025 ;
- Dépôt du permis de construire : 23/06/2025 ;
- Mise en service (inclus qualifications et avis de la commission de sécurité) : 19/12/2025 ;
- Date prévisionnelle d'achèvement de production documentaire en vue de l'obtention du permis de construire : 3 semaines après la notification du marché ;
- Date prévisionnelle d'envoi de l'ordre de service pour le lancement des prestations de fourniture, d'installation et de raccordement des bâtiments modulaires : 1 semaine après le dépôt du permis de construire ;
- Durée initiale de location des bâtiments modulaires : 72 mois à compter de la décision d'admission des prestations de fourniture, d'installation et de raccordement des bâtiments modulaires ;
- Durée de la tranche optionnelle n°1 – Prolongation de la durée initiale de location des bâtiments modulaires : 12 mois supplémentaires (= 84 mois) ;
- Durée de la tranche optionnelle n°2 – Prolongation de la durée initiale de location des bâtiments modulaires : 12 mois supplémentaires (= 92 mois) ;
- Durée prévisionnelle des prestations de retrait des bâtiments modulaires : 4 semaines à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Cette dernière sera notifiée au prestataire retenu au plus tard 3 mois avant.

La durée globale prévisionnelle du présent marché est donc de 100 mois.

**Il est rappelé que l'objectif est une mise en service des bâtiments modulaires pour le 19/12/2025.**

### **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au prestataire retenu seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (AE).

### **3.3 - Confidentialité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## **4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe n°1 : Contraintes – Câblages informatiques ;
  - Annexe n°2 : Plans ;
  - Annexe n°3 : Fiches par local ;
  - Annexe n°4 : Étude géotechnique ;
  - Annexe n°5 : Prospection par méthode microgravimétrique ;
  - Annexe n°6 : Rapport d'exécution – Détection des réseaux.
- Le formulaire DC1 – Lettre de candidature / Désignation du mandataire par ses co-traitants ;
- Le formulaire DC2 – Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Le formulaire DC4 – Déclaration de sous-traitance ;
- L'attestation de visite sur site.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique électronique n'est autorisée.

Bien que l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation ne soit pas obligatoire, l'attention des candidats est attirée sur le fait que l'identification permet aux candidats d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation des entreprises (DCE). En l'absence d'identification, il appartient aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées. En outre, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de vérifier que les candidats ont bien pris connaissance des messages électroniques qui leur sont adressés via le profil acheteur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **5.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

***Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique :***

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
DC1 - LETTRE DE CANDIDATURE / DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS. En cas de candidature groupée, une lettre de candidature unique est établie pour l'ensemble du groupement. Le cas échéant, doit être fourni le document attestant des habilitations du mandataire pour représenter le groupement.	Non
DC2 - DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT. En cas de candidature groupée, une déclaration du candidat est obligatoirement produite par chaque membre du groupement.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le document unique de marché européen (DUME).

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le <u>chiffre d'affaires global</u> et le <u>chiffre d'affaires concernant les prestations</u> objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (ou utiliser le formulaire DC2 partiellement pré-rempli : renseigner la rubrique E1).	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non
<b><u>Compétence architecturale (pour le dépôt du permis de construire)</u></b> justifiée au moins par un architecte DPLG ou équivalent reconnu en application de la Directive Européenne 85.384 CE du 10 juin 1985.	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.



**Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) – accompagné de la délégation de pouvoir qui habilite le signataire à engager la société ;	Oui
L'offre technique et financière du titulaire, décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) incluse, planning inclus, contenant tous les éléments demandés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), permettant d'apprécier les critères de jugement des offres définis à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation (RC).	Non

**Autres documents :**

Libellés	Signature
Attestation fiscale datant de moins de 6 mois.	Non
Attestation sociale datant de moins de 6 mois.	Non
Attestation d'assurance en cours de validité.	Non
Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (à dater au jour du dépôt de l'offre sur le profil d'acheteur).	Non
Relevé d'identité bancaire (RIB).	Non

## **5.2 - Visite sur site**

Une visite sera réalisée sur le site concerné par le présent marché public, pour les opérateurs économiques désireux de remettre une offre.

La réalisation de la visite sur site est obligatoire et conditionne la validité de l'offre.

Chaque candidat ayant réalisé la visite sur site doit fournir l'attestation de visite, figurant dans le dossier de consultation des entreprises (DCE), dûment complétée et signée, dans son offre.

Aucun candidat ne pourra se prévaloir ultérieurement d'une méconnaissance quelconque pour réclamer un supplément de prix à son offre initiale.

Date retenue : le **29/04/2025 à 14:00** (durée prévisionnelle : 1 heure).

Le lieu de rassemblement pour la visite sur site est fixé sur le parking P2 Médecins de l'établissement (Avenue Désandrouin - 59322 VALENCIENNES Cedex).

Sur demande, les opérateurs économiques non disponibles à la date précitée peuvent solliciter l'organisation d'une visite sur site complémentaire.

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **6.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**  
Pôle Services – Cellule des marchés publics  
Avenue Désandrouin – B.P. 479  
59322 VALENCIENNES Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution du marché

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière peut faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée est éliminée.

La régularisation d'une offre peut avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1. PRIX</b>	<b>40 points</b>
<b>2. DELAI DE MISE EN SERVICE</b>	<b>40 points</b>
<b>3. VALEUR TECHNIQUE</b> , décomposée de la façon suivante :	<b>17 points</b>
3.1. Respect du schéma fonctionnel : ergonomie / fonctionnement général des locaux <b>(3 points)</b> et respect du schéma organisationnel : gestion des flux <b>(2 points)</b>	<i>5 points</i>
3.2. Qualité architecturale et technique, décomposées de la façon suivante : - Enveloppe extérieure <b>(2 points)</b> ; - Fondations démontables <b>(2 points)</b> ; - Installations techniques <b>(2 points)</b> ; - Equipements biomédicaux <b>(2 points)</b> . - Cloisons des blocs <b>(3 points)</b> .	<i>12 points</i>
<b>4. PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE</b>	<b>3 points</b>
4.1. Recyclage des modulaires : Possibilité de réutiliser les matériaux et matériels une fois l'installation démontée	<i>2 points</i>
4.2. Emploi de matériaux et matériels bio-sourcés	<i>1 point</i>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), celles-ci seront corrigées en conséquence. Le candidat sera alors invité à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## 8 - Renseignements complémentaires

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

#### **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE**

5, rue Geoffroy Saint-Hilaire  
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

*\* Coordonnées identiques, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

L'organe chargé des procédures de médiation est :

#### **COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS DE NANCY**

Préfecture de Meurthe et Moselle  
1, rue du préfet Claude Erignac  
54000 NANCY

Tél. : 03 83 34 25 65

Mail : [caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr)